

Conditions Définitives en date du 3 juillet 2013



(immatriculée en France)

(Emetteur)

Emission d'Obligations de EUR 1.400.000 dont le remboursement final est référencé sur le cours de l'Action Société Générale et venant à échéance en juillet 2016

*sous le
Programme d'émission d'Obligations
de 10.000.000.000 d'euros
(le Programme)*

Toute personne faisant ou ayant l'intention de faire une offre des Obligations pourra le faire uniquement :

- (i) dans des circonstances dans lesquelles il n'y a pas d'obligation pour l'Emetteur ou tout Agent Placeur de publier un prospectus en vertu de l'article 3 de la Directive Prospectus ou un supplément au prospectus conformément à l'article 16 de la Directive Prospectus dans chaque cas, au titre de cette offre ; ou
- (ii) dans les Juridictions Offre au Public mentionnées au Paragraphe 10 de la Partie B ci-dessous, à la condition que cette personne soit l'une des personnes mentionnées au Paragraphe 10 de la Partie B ci-dessous et que cette offre soit faite pendant la Période d'Offre précisée à cette fin.

Ni l'Emetteur, ni l'Agent Placeur n'a autorisé ni n'autorise l'offre d'Obligations dans toutes autres circonstances.

L'expression **Directive Prospectus** désigne la Directive 2003/71/CE (telle que modifiée, y compris les modifications apportées par la Directive de 2010 Modifiant la DP, dans la mesure où ces modifications ont été transposées dans l'Etat Membre de l'EEE concerné, et inclut toute mesure de transposition dans l'Etat Membre de l'EEE concerné, et l'expression **Directive de 2010 Modifiant la DP** désigne la Directive 2010/73/EU.

PARTIE A – CONDITIONS CONTRACTUELLES

Les termes utilisés dans les présentes seront réputés être définis pour les besoins des Modalités (les **Modalités**) figurant dans les sections intitulées « *Modalités des Obligations* » et « *Modalités Additionnelles* » dans le Prospectus de Base en date du 25 avril 2013 ayant reçu le visa n° 13-180 de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 25 avril 2013 et le supplément au Prospectus de Base en date du 2 juillet 2013 qui ensemble constituent un prospectus de base au sens de la Directive 2003/71/CE (la **Directive Prospectus**) telle que modifiée (ce qui inclut les modifications apportées par la Directive 2010/73/CE (la **Directive de 2010 modifiant la DP**) dans la mesure où ces modifications ont été transposées dans un Etat-Membre). Le présent document constitue les Conditions Définitives des Obligations décrites dans les présentes au sens de l'article 5.4 de la Directive Prospectus, et doit être lu conjointement avec le Prospectus de Base tel que complété. Une information complète concernant l'Emetteur et l'offre d'Obligations est uniquement disponible sur la base de la combinaison des présentes Conditions Définitives et du Prospectus de Base tel que complété. Un résumé de l'émission des Obligations est annexé aux présentes Conditions Définitives. Le Prospectus de Base et les présentes Conditions Définitives et le supplément au Prospectus de Base (dans chaque cas, avec tous documents qui y sont incorporés par référence) sont disponibles pour consultation à, et des copies peuvent être obtenues de BNP Paribas Securities Services (en sa qualité d'Agent Payeur Principal), Les Grands Moulins de Pantin, 9 rue du Débarcadère, 93500 Pantin, France et auprès de Natixis, 47, quai d'Austerlitz, 75013 Paris. Le Prospectus de Base et les présentes Conditions Définitives et le supplément au Prospectus de Base sont également disponibles sur le site internet de l'AMF (www.amf-france.org).

1.	Emetteur :	Natixis
2.	(i) Souche n° :	10
	(ii) Tranche n° :	1
3.	Devise ou Devises Prévues(s) :	Euro (« EUR »)
4.	Montant Nominal Total :	
	(i) Souche :	EUR 1.400.000
	(ii) Tranche :	EUR 1.400.000
5.	Prix d'Emission de la Tranche :	100 % du Montant Nominal Total
6.	Valeur Nominale Indiquée :	EUR 1.000
7.	Date d'Emission :	5 juillet 2013
8.	Date d'Echéance :	5 juillet 2016
9.	Forme des Obligations :	Au porteur
10.	Base d'Intérêt :	Non Applicable
11.	Base de Remboursement/Paiement :	Remboursement Indexé sur Action
12.	Changement de Base d'Intérêt ou de Base de Remboursement / Paiement :	Non Applicable

13. **Option de Rachat/Option de Vente :** Non Applicable
14. **Date des autorisations d'émission :** Décision en date du 3 juillet 2013 prise par les délégués conformément à la résolution du Conseil d'Administration en date du 17 février 2013.
15. **Méthode de distribution :** Non syndiquée

DISPOSITIONS RELATIVES AUX INTERETS A PAYER (LE CAS ECHEANT)

16. **Dispositions relatives aux Obligations à Taux Fixe :** Non Applicable
17. **Dispositions relatives aux Obligations à Taux Variable :** Non Applicable
18. **Dispositions relatives aux Obligations Zéro Coupon :** Non Applicable
19. **Dispositions relatives aux Coupons applicables aux Obligations Indexées :** Non Applicable
20. **Dispositions complémentaires relatives aux Obligations Indexées sur Titres de Capital (action unique) :** Applicable
- (i) Société : Société Générale
 - (ii) Action : Action ordinaire de la Société ayant, à la Date d'Emission, le code Isin : FR0000130809 et le Code Bloomberg : GLE FP
 - (iii) Marché : Conformément à la Modalité 15
 - (iv) Marché Lié : Conformément à la Modalité 15
 - (v) Prix Initial : Applicable, désigne le Prix de Référence tel que spécifié dans l'Annexe aux Conditions Définitives
 - (vi) Barrière : Non Applicable
 - (vii) Evénement Activant : Non Applicable
 - (viii) Evénement Désactivant : Non Applicable
 - (ix) Evénement de Remboursement Automatique Anticipé : Non Applicable
 - (x) Intérêt Incrémental : Non Applicable

(xi) Date de Détermination Initiale :	Applicable, désigne la Date de Référence telle que spécifiée dans l'Annexe aux Conditions Définitives
(xii) Dates de Constatation Moyenne :	Non Applicable
(xiii) Période(s) d'Observation :	Non Applicable
(xiv) Date d'Evaluation :	14 juin 2016
(xv) Nombre(s) Spécifique(s) :	Six (6) Jours de Bourse Prévus
(xvi) Heure d'Evaluation :	Conformément à la Modalité 15
(xvii) Remboursement par Livraison Physique :	Applicable Voir l'Annexe aux Conditions Définitives
a. Agent de Livraison :	Conformément à la Modalité 15
b. Nombre Concerné d'Actions :	Conformément à la Modalité 15
c. Nombre Entier d'Actions :	Conformément à la Modalité 15
d. Nombre Résiduel d'Actions :	Conformément à la Modalité 15
e. Prix de Clôture Ultime :	Conformément à la Modalité 15
f. Taux de Change en Vigueur :	Non Applicable
g. Convention d'Arrondi pour la Livraison Physique :	Conformément à la Modalité 15
h. Obligations à additionner pour déterminer le nombre d'Actions à livrer :	Non Applicable
(xviii) Pourcentage Minimum :	Non Applicable
(xix) Taux de Change :	Non Applicable
(xx) Monétisation :	Non Applicable
(xxi) Changement de la Loi :	Applicable

	(xxii) Perturbation des Opérations de Couverture :	Applicable
	(xxiii) Coût Accru des Opérations de Couverture :	Applicable
21.	Dispositions complémentaires relatives aux Obligations Indexées sur Indice (indice unique) :	Non Applicable
22.	Dispositions complémentaires relatives aux Obligations Indexées sur Titres de Capital (panier d'actions) :	Non Applicable
23.	Dispositions complémentaires relatives aux Obligations Indexées sur Indices (panier d'indices) :	Non Applicable
24.	Dispositions complémentaires relatives aux Obligations Indexées sur Matières Premières (matière première unique) :	Non Applicable
25.	Dispositions complémentaires relatives aux Obligations Indexées sur Matières Premières (panier de matières premières) :	Non Applicable
26.	Dispositions complémentaires relatives aux Obligations Indexées sur Fonds (fonds unique) :	Non Applicable
27.	Dispositions complémentaires relatives aux Obligations Indexées sur Fonds (panier de fonds) :	Non Applicable
28.	Dispositions complémentaires relatives aux Obligations Indexées sur Dividendes :	Non Applicable
29.	Dispositions relatives aux Obligations Indexées sur un ou plusieurs Contrat à Terme :	Non Applicable
30.	Dispositions relatives aux Obligations Indexées sur Panier(s) de Contrats à Terme :	Non Applicable
31.	Dispositions relatives aux Obligations Indexées sur l'Inflation :	Non Applicable
32.	Dispositions relatives aux Obligations	

- Indexées sur Risque de Crédit :** Non Applicable
- 33. Obligations Indexées sur Devises :** Non Applicable

DISPOSITIONS RELATIVES AU REMBOURSEMENT

- 34. Montant de Remboursement Final :** Le Montant de Remboursement Final sera calculé selon la formule *Airbag* de l'Annexe aux Conditions Définitives ci-dessous
- 35. Option de Remboursement au gré de l'Emetteur :** Non Applicable
- 36. Option de Remboursement au gré des Porteurs :** Non Applicable
- 37. Montant de Remboursement Anticipé :**
- (i) Montant(s) de Remboursement Anticipé (pour des raisons différentes que celles visées au (ii) ci-dessous) pour chaque Obligation : Conformément aux Modalités
 - (ii) Montant(s) de Remboursement Anticipé pour chaque Obligation payée lors du remboursement pour des raisons fiscales (Modalité 5(f)), pour illégalité (Modalité 5(j)) ou en cas d'Exigibilité Anticipée (Modalité 8) : Conformément aux Modalités
 - (iii) Remboursement pour des raisons fiscales à des dates ne correspondant pas aux Dates de Paiement du Coupon (Modalité 5(f)) : Non Applicable

DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AUX OBLIGATIONS

- 38. Forme des Obligations :** Obligations dématérialisées au porteur
- 39. Centre(s) d'Affaires pour les besoins de la Modalité 4 :** Non Applicable
- 40. Place(s) Financière(s) ou autres dispositions particulières relatives aux Jours de Paiement pour les besoins de la Modalité 6(a) :** TARGET
- 41. Dispositions relatives aux Obligations à Libération Fractionnée : montant de chaque paiement comprenant le** Non Applicable

Prix d'Emission et la date à laquelle chaque paiement doit être fait et, le cas échéant, des défauts de paiement, y compris tout droit qui serait conféré à l'Emetteur de retenir les Obligations et les intérêts afférents du fait d'un retard de paiement :

- 42. Dispositions relatives aux Obligations remboursables en plusieurs versements :** Non Applicable
- 43. Masse (Modalité 10) :** Les noms et coordonnées du Représentant titulaire de la Masse sont :
- D'Haussy Sandrine
69, Avenue Gambetta
94100 Saint Maur des Fossés
- Les noms et coordonnées du Représentant suppléant de la Masse sont :
- Thomazo Sylvain
20, rue Victor Bart
78000 Versailles
- Le Représentant de la Masse percevra une rémunération de 600€ par an au titre de ses fonctions.
- 44. Le Montant Nominal Total des Obligations émises a été converti en euros au taux de [●], soit une somme de :** Non Applicable

OBJET DES CONDITIONS DEFINITIVES

Les présentes Conditions Définitives constituent les conditions définitives requises pour l'émission et l'admission aux négociations des Obligations sur le marché réglementé de la Bourse du Luxembourg décrits ici dans le cadre du programme d'émission d'Obligations de 10.000.000.000 d'euros de Natixis.

RESPONSABILITE

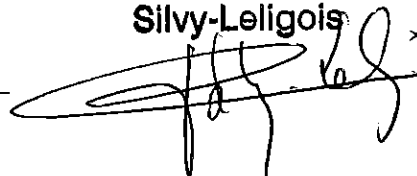
L'Emetteur accepte la responsabilité des informations contenues dans les présentes Conditions Définitives.

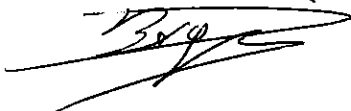
Signé pour le compte de l'Emetteur :

Par : _____

Dûment habilité

**Jeanne-Patricia
Silvy-Leligois**



David BERGER


PARTIE B – AUTRE INFORMATION

1. Cotation et admission a la négociation :

- (i) Cotation : Marché réglementé de la Bourse du Luxembourg
- (ii) Admission aux négociations : Une demande d'admission des Obligations aux négociations sur le marché réglementé de la Bourse du Luxembourg à compter de la Date d'Emission a été faite par l'Emetteur (pour son compte).
- (iii) Estimation des dépenses totales liées à l'admission aux négociations : EUR 1.345

2. Notations

- Notations : Les Obligations à émettre n'ont pas fait l'objet d'une notation.

3. Intérêts des personnes physiques et morales participant a l'émission

Sauf pour les commissions versées aux intermédiaires financiers d'un montant maximum de 0,50%, à la connaissance de l'Emetteur, aucune personne impliquée dans l'offre des Obligations n'y a d'intérêt significatif.

4. Raisons de l'offre, estimation du produit net et des dépenses totales

- (i) Raisons de l'offre : Se reporter au chapitre « Utilisation des fonds » du Prospectus de Base
- (ii) Estimation du produit net : Le produit net de l'émission sera utilisé pour les besoins de financement généraux de l'Emetteur.
- (iii) Estimation des dépenses totales : L'estimation des dépenses totales pouvant être déterminée à la Date d'Emission correspond à la somme des dépenses totales liées à l'admission et au maintien de la cotation (paragraphe 1 (iii) ci-dessus).

5. Informations Opérationnelles

- (i) Code ISIN : FR0011488360
- (ii) Code commun : 092788679
- (iii) *Valor number* (*Valorennummer*) : Non Applicable
- (iv) Tout système(s) de : Non Applicable

compensation autre
qu'Euroclear France, Euroclear
et Clearstream, Luxembourg
approuvés par l'Emetteur et
l'Agent Payeur et numéro(s)
d'identification correspondant :

- (v) Livraison : Livraison contre paiement
- (vi) Noms et adresses des Agents
Payeurs initiaux désignés pour
les Obligations (le cas
échéant) : **BNP Paribas Securities Services**
3, rue d'Antin
75002 Paris
France
- (vii) Noms et adresses des Agents
Payeurs additionnels désignés
pour les Obligations (le cas
échéant) : Non Applicable.
Toutefois l'Agent de Calcul pour cette émission
est :
CACEIS Bank Luxembourg
5 Allée Scheffer L-2520 Luxembourg

PLACEMENT

6. (i) Si syndiqué, noms des Agents
Placeurs : Non Applicable
- (ii) Date du contrat de prise ferme : Non Applicable
- (iii) Nom et adresse des entités qui
ont pris l'engagement ferme
d'agir en qualité
d'intermédiaires sur les marchés
secondaires et d'en garantir la
liquidité en se portant acheteurs
et vendeurs et principales
conditions de leur engagement : Non Applicable
- (iv) Etablissement(s) chargé(s) des
Opérations de Régularisation
(le cas échéant) : Non Applicable
- (v) Si non-syndiqué, nom et
adresse de l'Agent Placeur : Natixis, 47, quai d'Austerlitz, 75013 Paris
- (vi) Commissions et concessions
totales : Les commissions versées aux intermédiaires
financiers sont d'un montant maximum de
0,50%.
- (vii) Restrictions de vente
supplémentaires aux Etats-
Unis d'Amérique : Catégorie 2 Reg. S. Les règles TEFRA ne sont
pas applicables.

(viii) Offre Non-exemptée : Non Applicable

7. Placement et Prise Ferme

Consentement de l'Emetteur aux fins d'utiliser le Prospectus de Base durant la Période d'Offre : Non Applicable

Etablissement(s) Autorisé(s) dans les différents pays où l'offre a lieu : Non Applicable

Conditions relatives au consentement de l'Emetteur aux fins d'utiliser le Prospectus de Base : Non Applicable

Annexe aux Conditions Définitives relative aux Modalités Additionnelles

Airbag

1. Dispositions applicables aux Obligations Indexées (à l'exclusion des Obligations Indexées sur Taux, des Obligations Indexées sur Devises et des Obligations Indexées sur Risque de Crédit) relatives aux formules de calcul de Coupon, de Montant de Remboursement Final et/ou de Montant de Remboursement Optionnel et/ou de Montant de Remboursement Automatique Anticipé

1.1 Dispositions Communes

Date de Référence : 14 juin 2013

Dates d'Evaluation :

Indice	Date d'Evaluation
t = 1	14 juin 2016

Dates d'Observation : Non-Applicable

Date de Paiement :

Indice	Date de Paiement
t = 1	05 juillet 2016

Effet Mémoire : Non Applicable

Panier désigne

Indice	Sous-Jacent
i = 1	SOCIETE GENERALE (Code Bloomberg : GLE FP; Code ISIN : FR0000130809)

Prix de Référence (i) désigne

Indice	Prix de Référence
i = 1	EUR 28.62

1.2 Airbag

Applicable

Eléments composant la formule de calcul du Montant de Remboursement Final :

B = 100%

$PerfPanier_2(T) = PerfPanier_1(T)$

PerfPanier₁(T)

PerfPanier₁(T) désigne la formule Performance Locale :

PerfPanierLocale(T)

Où PerfPanierLocale(T) désigne la formule Pondéré :

$$\sum_{i=1}^n w^i \times \text{PerfIndiv}(i,T)$$

Où :

$n = 1$

$w^1 = 100\%$

PerfIndiv(i,T) désigne la formule **Performance Individuelle Européenne**:

$$\frac{\text{Prix}(i,T)}{\text{Prix de Référence}(i)}$$

Où

Prix(i,T) désigne le cours de clôture du Sous-Jacent indexé « i », i allant de 1 à 1, à la dernière Date d'Evaluation.

Prix de Référence(i) désigne le Prix de Référence du Sous-Jacent indexé « i », allant de 1 à 1, précisé ci-dessus.

Si ConditionBaisse = 0

$G_1 = 200\%$

$G_2 = 0\%$

$Cap_1 = 60\%$

$Cap_2 = \text{Non Applicable}$

$Floor_1 = 0\%$

$Floor_2 = 0\%$

$K_1 = 100\%$

$K_2 = 100\%$

Si ConditionBaisse = 1

Chaque Obligation doit être remboursée en application des dispositions sur le Remboursement par Livraison Physique

Résumé de l'Emission

Section A – Introduction et avertissements

Elément	
A.1 Avertissement général relatif au résumé	<p>Ce résumé doit être lu comme une introduction au prospectus de base en date du 25 avril 2013 ayant reçu le visa n°13-180 de l'Autorité des marchés financiers le 25 avril 2013 (le Prospectus de Base) relatif au programme d'émission d'Obligations (le Programme) de Natixis. Toute décision d'investir dans les obligations émises dans le cadre du Programme (les Obligations) doit être fondée sur un examen exhaustif du Prospectus de Base par les investisseurs, y compris les documents qui y sont incorporés par référence, de tout supplément y afférent et des conditions définitives relatives aux Obligations concernées (les Conditions Définitives). Lorsqu'une action concernant l'information contenue dans le présent Prospectus de Base et les Conditions Définitives est intentée devant un tribunal, le plaignant peut, selon la législation nationale de l'Etat Membre de l'EEE, avoir à supporter les frais de traduction de ce Prospectus de Base et des Conditions Définitives avant le début de toute procédure judiciaire. Aucune action en responsabilité civile ne pourra être intentée dans un Etat Membre à l'encontre de quiconque sur la seule base du présent résumé, y compris sa traduction, sauf si son contenu est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du Prospectus de Base et des Conditions Définitives ou s'il ne fournit pas, lu en combinaison avec les autres parties du Prospectus de Base, les informations clés telles que définies à l'article 2.1 de la Directive Prospectus permettant d'aider les investisseurs lorsqu'ils envisagent d'investir dans les Obligations.</p>
A.2 Information relative au consentement de l'Emetteur concernant l'utilisation du Prospectus	<p>Dans le cadre de toute offre d'Obligations en France, au Luxembourg et dans tout autre Etat Membre de l'EEE (les Pays de l'Offre au Public) qui ne bénéficie pas de l'exemption à l'obligation de publication d'un prospectus en vertu de la Directive Prospectus, telle que modifiée, (une Offre au Public), l'Emetteur consent à l'utilisation du Prospectus de Base dans le cadre d'une Offre au Public de toute Obligation durant la période d'offre indiquée dans les Conditions Définitives concernées (la Période d'Offre) et dans les Pays de l'Offre au Public indiqué(s) dans les Conditions Définitives concernées par tout intermédiaire financier dûment autorisé indiqué dans les Conditions Définitives concernées (chacun un Etablissement Autorisé).</p>
	<p>Le consentement mentionné ci-dessus s'applique à des Périodes d'Offre (le cas échéant) intervenant dans les 12 mois suivant la date du visa de l'AMF sur le Prospectus de Base.</p> <p>Les termes de l'Offre au Public devront être communiqués aux investisseurs par l'Etablissement Autorisé au moment de l'Offre au Public.</p> <p>Sans objet</p>

Section B – Emetteur

Elément	Titre	
B.1	La raison sociale et le nom commercial de l'Emetteur	Natixis (Natixis ou l'Emetteur , et avec l'ensemble de ses filiales entièrement consolidées, le Groupe).
B.2	Le siège social et la forme juridique de l'Emetteur/la législation qui régit l'activité et le pays d'origine de l'Emetteur	Natixis est une société anonyme à conseil d'administration de droit français, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le No. 542 044 524. Natixis est actuellement régie par la législation française sur les sociétés, les dispositions du Code monétaire et financier et ses statuts. Ses statuts fixent sa durée à 99 ans, venant à terme le 9 novembre 2093. Le siège social de Natixis est situé 30, avenue Pierre Mendès France, 75013 Paris.
B.4b	Une description de toutes les tendances connues touchant l'Emetteur ainsi que les marchés sur lesquels il intervient	Sans objet. Il n'y a pas de tendances affectant l'Emetteur et les secteurs d'activité dans lesquelles il exerce ses activités.
B.5	Description du Groupe de l'Emetteur et de la position de l'Emetteur au sein du Groupe	<p>Natixis est affiliée à BPCE, organe central du groupe bancaire formé par la fusion du Groupe Banque Populaire et du Groupe Caisse d'Epargne, finalisée le 31 juillet 2009. Cette affiliation à BPCE est régie par l'article L.511-30 du Code monétaire et financier français.</p> <p>En qualité d'organe central et en vertu de l'article L.511-31 du Code monétaire et financier français, BPCE a la responsabilité de garantir la liquidité et la solvabilité de Natixis.</p> <p>BPCE est l'actionnaire principal de Natixis et du fait de sa position exerce les responsabilités prévues par la réglementation bancaire. L'application des règles du gouvernement d'entreprise et les règles fixées aux membres du conseil permettent de prévenir le risque de l'exercice d'un contrôle abusif.</p> <p>Au 31 décembre 2012, BPCE détenait 72,2% du capital de Natixis.</p>
B.9	Prévision ou estimation du bénéfice	Sans objet. Il n'y a pas de prévision ou d'estimation du bénéfice.
B.10	Réserves contenues dans le rapport des Commissaires aux	Sans objet. Les rapports des commissaires aux comptes sur les exercices clos au 31 décembre 2011 et 31 décembre 2012 ne comportent pas d'observation.

Elément	Titre	
	comptes	
B.12	Informations financières historiques clés	<p>Au 31 décembre 2012, le total du bilan de Natixis était de 528.4 milliards d'euros. Pour l'exercice clos au 31 décembre 2012, le produit net bancaire de Natixis était de 6.271 millions d'euros, son résultat brut d'exploitation de 1.207 millions d'euros et son résultat net (part du groupe) de 901 millions d'euros.</p> <p>Au 31 décembre 2011, le total du bilan de Natixis était de 507.7 milliards d'euros. Pour l'exercice clos au 31 décembre 2011, le produit net bancaire de Natixis était de 6.759 millions d'euros, son résultat brut d'exploitation de 1.922 millions d'euros et son résultat net (part du groupe) de 1.562 millions d'euros.</p> <p>Il n'y a pas eu de détérioration significative dans les perspectives du Groupe depuis le 31 décembre 2012.</p> <p>Sous réserve des informations relatives au projet de cession des CCI pour 12,1 Md€ (sous réserve du rapport des experts) annoncé le 17 février 2013 dont un résumé figure ci-après, il n'y a pas eu de changement significatif dans la situation financière ou commerciale du Groupe depuis le 31 décembre 2012.</p> <p>Le projet de cession des CCI consisterait en un rachat par chacune des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne de l'ensemble de leurs CCI détenus par Natixis.</p> <p>Les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne projettent de racheter les CCI détenus par Natixis pour un prix de 12,1 Md€, en numéraire. Ce rachat serait suivi d'une annulation de l'ensemble des CCI émis par chacune des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne qui se traduirait par une réduction de capital d'un montant équivalent à la valeur de rachat des CCI.</p> <p>Le prix envisagé ferait ressortir un niveau de valorisation d'environ 1,05 fois les capitaux agrégés des Banques Populaires et Caisses d'Epargne au 31 décembre 2012. Cette opération de cession des CCI détenus par Natixis entraînerait le remboursement concomitant du P3CI, ainsi que les flux de liquidité liés à l'opération.</p> <p>Sur le plan financier, la cession des CCI détenus par Natixis serait sans impact significatif sur le résultat net part du groupe consolidé de Natixis.</p> <p>L'opération projetée permettrait une amélioration significative de la solvabilité grâce à une réduction attendue des actifs pondérés liés aux CCI et non-couverts par P3CI (environ 16 Md€) et une</p>

Elément	Titre	
		<p>augmentation des fonds propres prudentiels de 0,8 Md€ avant distribution exceptionnelle.</p> <p>La réalisation de l'Opération envisagée est conditionnée à l'obtention de toutes les autorisations nécessaires.</p>
B.13	Evénement récent relatif à l'Emetteur présentant un intérêt significatif pour l'évaluation de sa solvabilité	<p>Sans objet. Aucun événement récent relatif à l'Emetteur ne présente un intérêt significatif pour l'évaluation de sa solvabilité.</p>
B.14	Degré de la dépendance de l'Emetteur à l'égard d'autres entités du Groupe	<p>Natixis est affiliée à BPCE, organe central du groupe bancaire formé par la fusion du Groupe Banque Populaire et du Groupe Caisse d'Epargne, finalisée le 31 juillet 2009. Cette affiliation à BPCE est régie par l'article L. 511-30 du Code monétaire et financier.</p> <p>Au 31 décembre 2012, BPCE détenait 72,2% du capital de Natixis.</p>
B.15	Principales activités de l'Emetteur	<p>Natixis est la banque de financement, de gestion et de services financiers du Groupe BPCE à travers ses deux réseaux de banque commerciale, les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne.</p> <p>Avec près de 22 000 collaborateurs dans 68 pays, Natixis conseille et accompagne les entreprises, institutions financières et investisseurs institutionnels sur tous les marchés. Elle conçoit pour eux des solutions financières personnalisées en s'appuyant sur les expertises complémentaires de ses trois métiers cœurs : la Banque de Grande Clientèle, l'Épargne et les Services Financiers Spécialisés.</p> <p>Natixis propose également des solutions spécifiques pour la clientèle de particuliers, professionnels et PME des réseaux du Groupe BPCE.</p> <p>Natixis est cotée à la Bourse de Paris (NYSE Euronext).</p>
B.16	Entité(s) ou personne(s) détenant ou contrôlant directement ou indirectement l'Emetteur	<p>BPCE est l'actionnaire principal de Natixis et du fait de sa position exerce les responsabilités prévues par la réglementation bancaire. L'application des règles du gouvernement d'entreprise et les règles fixées aux membres du conseil permettent de prévenir le risque de l'exercice d'un contrôle abusif.</p> <p>Au 31 décembre 2012, BPCE détenait 72,2% du capital de Natixis.</p>
B.17	Notation assignée à l'Emetteur ou à ses titres	<p>Les Obligations peuvent faire l'objet d'une notation ou non. Toute notation d'une Souche d'Obligations sera</p>

Elément	Titre	
	d'emprunt	<p>précisée dans les Conditions Définitives applicables.</p> <p>Une notation n'est pas une recommandation d'achat, de vente ni de détention de titres et peut faire l'objet, à tout moment, d'une suspension, d'une modification ou d'un retrait de la part de l'agence de notation ayant attribué cette notation.</p>
		<p>A ce jour, la dette à long terme non-subordonnée de Natixis est notée A2 (stable) par Moody's Investors Services Inc. (Moody's), A (negative) par Standard and Poor's Ratings Services (S&P) et A+ (negative) par Fitch Ratings Ltd. (Fitch).</p> <p>A la date du Prospectus de Base, Moody's, S&P et Fitch sont des agences de notation établies dans l'UE et sont enregistrées conformément au Règlement (CE) No. 1060/2009 du Parlement Européen et du Conseil du 16 septembre 2009 sur les agences de notation de crédit (tel que modifié, le Règlement ANC) et figurent sur la liste des agences de notation de crédit publiée sur le site internet de l'Autorité Européenne des Marchés Financiers (www.esma.europa.eu) conformément au Règlement ANC.</p> <p>Il sera également précisé dans les Conditions Définitives si chaque notation de crédit sollicitée pour une Souche d'Obligations sera attribuée par une agence de crédit établie dans l'UE et enregistrée conformément au Règlement ANC.</p> <p>Les Obligations n'ont pas fait l'objet d'une notation.</p>

Section C – Valeurs mobilières

Elément	Titre	
C.1	Nature, catégorie et indentation des Obligations	<p>Les Obligations sont émises par souche (chacune une Souche), à une même date ou à des dates différentes. Les Obligations d'une même Souche seront soumises (à tous égards à l'exception de la date d'émission, du montant nominal total, du premier paiement des intérêts) à des modalités identiques, les Obligations de chaque Souche étant fongibles entre elles. Chaque Souche peut être émise par tranches (chacune une Tranche), ayant la même date d'émission ou des dates d'émission différentes. Les modalités spécifiques de chaque Tranche (notamment, sans que cette liste ne soit limitative, le montant nominal total, le prix d'émission, leur prix de remboursement et les intérêts, le cas échéant, payables dans le cadre de ces Obligations), seront déterminées par l'Emetteur et figureront dans les conditions définitives.</p> <p>Les Obligations sont émises, au gré de l'Emetteur, soit au porteur, inscrites dans les livres d'Euroclear France (agissant en tant que dépositaire central) qui créditera les comptes des teneurs de compte auprès d'Euroclear France (les Teneurs de Compte), soit au nominatif et, dans ce cas, au gré du porteur concerné, soit au nominatif administré, inscrites dans les livres d'un Teneur de Compte désigné par le porteur concerné, soit au nominatif pur, inscrites dans un compte tenu par l'Emetteur ou par un établissement mandataire agissant pour le compte de l'Emetteur.</p> <p>Un numéro d'identification des Obligations (Code ISIN) sera indiqué dans les conditions définitives applicables à chaque émission d'Obligations (les Conditions Définitives).</p> <p>Résumé de l'émission</p> <p>Souche N° : 10</p> <p>Tranche N° : 1</p> <p>Montant nominal total : EUR 1.400.000</p> <p>Code ISIN : FR0011488360</p> <p>Code commun : 092788679</p>

Élément	Titre	
		<p>Forme des Obligations: Obligations dématérialisées au porteur</p> <p>Dépositaire Central : Euroclear France</p>
C.2	Devises	La devise des Obligations est l'Euro (« EUR »).
C.5	Description de toute restriction imposée à la libre négociabilité des Obligations	La commercialisation des Obligations sera soumise à restrictions conformément aux dispositions du Prospectus de Base.
C.8	Description des droits attachés aux Obligations	<p>Prix d'Emission : 100% du Montant Nominal Total.</p> <p>Valeur Nominale Indiquée : 1.000 EUR</p>
		<p><i>Rang de créance</i></p> <p>Les Obligations constitueront des obligations directes, inconditionnelles, non assorties de sûretés et non subordonnées, de l'Emetteur et viendront au même rang entre elles. Les obligations de paiement de l'Emetteur au titre des Obligations auront, sauf pour les exceptions prévues par la loi, à tout moment le même rang que toutes les dettes et obligations de paiement non assorties de sûretés et non subordonnées de l'Emetteur, présentes et futures.</p> <p><i>Maintien de l'emprunt à son rang</i></p> <p>L'Emetteur garantit qu'aussi longtemps que des Obligations seront en circulation, il ne constituera pas ou ne permettra pas que subsiste d'hypothèque, de gage, de privilège ou toute autre forme de sûreté, sur toute ou partie de ses engagements, actifs ou revenus, présents ou futurs, pour garantir une Dette Concernée ou une garantie ou une indemnité de l'Emetteur relative à une Dette Concernée, sauf si, simultanément ou auparavant, les obligations de l'Emetteur en vertu des Obligations (A) en bénéficient également, ou (B) peuvent bénéficier d'une autre sûreté, garantie, indemnité ou autre arrangement qui devra être approuvé par une résolution de la Masse.</p>

Elément	Titre	
		<p>Dette Concernée signifie l'endettement présent ou futur sous forme de, ou représenté par des obligations, des titres de créance négociables ou toute autre valeur mobilière qui sont, ou sont susceptibles d'être admis aux négociations sur un marché réglementé ou négociés de façon ordinaire sur tout autre bourse, marché de gré à gré ou tout autre marché de titres financiers.</p>
		<p><i>Cas d'exigibilité anticipée</i></p> <p>Les Obligations pourront être exigibles de façon anticipée à l'initiative du Représentant, agissant pour le compte de la Masse (telle que définie ci-dessous), de sa propre initiative ou à la demande d'un ou plusieurs porteur(s) d'Obligations représentant, individuellement ou collectivement, au moins dix pourcents (10%) des Obligations en circulation si (i) l'Emetteur ne paie pas à son échéance tout montant en principal ou intérêts dû en vertu de toute Obligation (sous certaines conditions) et s'il n'est pas remédié à ce défaut après une période de 15 jours calendaires ; (ii) l'Emetteur n'exécute pas l'une quelconque de ses autres obligations en vertu des Obligations (sous certaines conditions) et s'il n'est pas remédié à ce défaut après une période de 60 jours calendaires ; (iii) toute autre dette d'emprunt de l'Emetteur devient exigible et remboursable par anticipation en raison d'un défaut de paiement, ou toute dette de cette nature n'est pas payée à son échéance par l'Emetteur (sous certaines conditions notamment si le montant total ainsi payable ou remboursable est inférieur ou égal à 50.000.000 € (ou la contre-valeur de cette somme dans d'autres devises)) ; (iv) l'Emetteur sollicite ou est soumis à la nomination d'un mandataire ad hoc en vertu de la loi française sur la faillite, ou engage une procédure de conciliation avec ses créanciers, ou fait l'objet d'un jugement prononçant sa liquidation judiciaire ou la cession totale de l'entreprise, ou procède à un abandon d'actif au profit de ses créanciers, ou conclut un accord avec ses créanciers, ou fait l'objet d'une procédure d'insolvabilité ou de faillite ; ou (v) l'Emetteur vend, transfère, prête ou dispose autrement, directement ou indirectement, de la totalité ou d'une partie substantielle de son entreprise ou de ses actifs, ou l'Emetteur décide de procéder à sa dissolution ou à sa liquidation volontaire, fait l'objet d'une dissolution ou liquidation forcée, ou engage une procédure en vue de cette dissolution ou liquidation volontaire ou forcée (excepté dans certaines conditions).</p>

Elément	Titre	
		<p>Fiscalité</p> <p>Tous les paiements de principal, d'intérêts et d'autres produits au titre des Obligations effectués par ou pour le compte de l'Emetteur seront effectués sans aucune retenue à la source ou prélèvement au titre de tout impôt ou taxe de toute nature, à moins que cette retenue à la source ou ce prélèvement ne soit exigé par la loi applicable.</p>
		<p>L'Emetteur sera tenu de majorer ses paiements, sous réserve de certaines exceptions afin de compenser une retenue à la source imposée par la loi française.</p> <p>Tout paiement effectué au titre des Obligations sera sujet à toute retenue à la source ou prélèvement requis par toute législation, réglementation ou directive, notamment fiscale, en ce compris, non limitativement l'<i>U.S. Internal Revenue Code of 1986</i>.</p> <p>Droit applicable</p> <p>Les Obligations sont régies par le droit français.</p>
C.9	Intérêts, échéance et modalités de remboursement, rendement et représentation des Porteurs des Obligations	<p>Base d'Intérêt : Non Applicable</p>
		<p>Date de Début de Période d'Intérêts : Non Applicable</p> <p>Date d'Echéance : 5 juillet 2016</p> <p>Montant de Remboursement Final : le Montant de Remboursement Final par Obligation payable à la Date d'Echéance est déterminé par l'Agent de Calcul selon la formule suivante :</p> <p>- si Condition Baisse = 0:</p> <p style="text-align: center;">Valeur Nominale x [100% + Vanille₁ – (Vanille₂ x ConditionBaisse)]</p> <p>- Si Condition Baisse = 1, alors chaque Obligation doit être remboursée en application des dispositions sur le Remboursement par Livraison Physique</p>

Elément	Titre	
		Montant de Remboursement Anticipé : Sans Objet
		<p>Rendement : Sans Objet</p> <p>Remboursement pour raisons fiscales : Le remboursement anticipé des Obligations au gré de l'Emetteur sera possible pour des raisons fiscales.</p> <p>Représentation des Porteurs : Les noms et coordonnées du représentant titulaire et du représentant suppléant sont Sandrine d'Haussy (69 avenue Gambetta 94100 Saint Maur des Fossés) et Sylvain Thomazo (20, rue Victor Bart 78000 Versailles). Le Représentant désigné de la première Tranche de toute Souche des Obligations sera le représentant de la Masse unique de toutes les autres Tranches de cette Souche.</p>
C.10	Paiement des intérêts liés à un (des) instrument(s) dérivé(s)	Non Applicable
C.11	Cotation et admission à la négociation	Les Obligations seront admises à la négociation sur le marché réglementé de la Bourse du Luxembourg.
C.15	Description de l'impact de la valeur du sous-jacent sur la valeur de l'investissement	La valeur des Obligations Indexées peut être affectée par la performance d'un titre de capital.
C.16	Obligations Indexées – Echéance	La Date d'Echéance des Obligations Indexées est le 5 juillet 2016.
C.17	Obligations Indexées – Règlement-livraison	Les Obligations Indexées peuvent faire l'objet d'un règlement physique.
C.18	Produit des Obligations Indexées	Le produit des Obligations Indexées sera calculé sur la base des formules de calcul suivantes : Airbag.
C.19	Obligations Indexées – Prix de Référence, Prix de Clôture Ultime, Prix de Référence de la Matière Première	Sans objet

Élément	Titre	
C.20	Obligations Indexées – Description du sous-jacent et endroits où trouver les informations à son sujet	Le sous-jacent des Obligations Indexées est le titre de capital Société Générale
C.21	Marché(s) de négociation	Pour des indications sur le marché où les Obligations seront, le cas échéant, négociées et pour lequel le Prospectus de Base a été publié, veuillez vous reporter à la section C.11 ci-dessus.

Section D – Risques

Elément	Titre	
D.2	Informations clés sur les principaux risques propres à l'Emetteur ou à son exploitation et son activité	<p>Les investisseurs potentiels devraient avoir une connaissance et une expérience des transactions sur les marchés de capitaux et pouvoir évaluer correctement les risques inhérents aux Obligations.</p> <p>Certains facteurs de risque peuvent affecter la capacité de l'Emetteur à respecter ses obligations au titre des Obligations, dont certains qu'il n'est pas en mesure de contrôler.</p> <p>Les risques présentés ci-dessous, ainsi que d'autres risques non identifiés à ce jour, ou considérés aujourd'hui comme non significatifs par Natixis, pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière et/ou ses résultats.</p> <p>L'Emetteur est soumis à des risques liés à son activité et au métier bancaire, à ses relations avec BPCE et les réseaux Banque Populaires et Caisses d'Epargne, à l'environnement macroéconomique et à la crise financière. Certains risques sont plus directement liés à l'Emetteur, tels que sa qualité de crédit et les risques juridiques.</p> <p>Catégories de risques inhérentes aux activités de l'Emetteur :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) le risque de crédit ; (ii) le risque de marché, de liquidité et de financement ; (iii) le risque opérationnel ; et (iv) le risque d'assurance.
D.3	Informations clés sur les principaux risques propres aux Obligations	<p>En complément des risques (y compris le risque de défaut) pouvant affecter la capacité de l'Emetteur à satisfaire ses obligations relatives aux Obligations émises dans le cadre du Programme, certains facteurs sont essentiels en vue de déterminer les risques de marché liés aux Obligations émises dans le cadre du Programme. Ces facteurs incluent notamment :</p> <p>1. Risques financiers</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les Obligations peuvent ne pas être un investissement approprié pour tous les investisseurs.

Elément	Titre	
		<ul style="list-style-type: none"> • Risques liés à la liquidité/négociation des Obligations Les Obligations peuvent ne pas avoir de marché de négociation établi au moment de leur émission. Il ne peut être garanti qu'un marché actif des Obligations se développera sur le marché où les Obligations sont cotées ou qu'une liquidité existera à tout moment sur ce marché s'il s'en développe un. En conséquence les investisseurs pourraient ne pas être en mesure de vendre leurs Obligations avant leur date d'échéance. • Risques liés à la valeur de marché des Obligations La valeur de marché des Obligations peut être affectée notamment par la solvabilité de l'Emetteur ou du Groupe ainsi que par un certain nombre d'autres facteurs. • Risques de change et de contrôle des changes Des investisseurs dont les activités financières sont effectuées principalement dans une devise différente de la devise d'émission des Obligations encourent le risque que les taux de change varient significativement et que les autorités du pays régissant la devise de l'investisseur puissent imposer ou modifier les contrôles des changes. • Risques liés aux notations de crédit Les notations peuvent ne pas refléter l'impact potentiel de tous les risques liés, entre autres, à la structure de l'émission concernée, au marché concerné pour les Obligations, et les autres facteurs (y compris ceux énoncés ci-dessus) qui peuvent affecter la valeur des Obligations. • Risques en terme de rendement Le rendement réel des Obligations obtenu par le Porteur pourra être inférieur au rendement déclaré en raison des coûts de transaction. • Risques liés au remboursement au gré de l'Emetteur Les rendements reçus suite au remboursement au gré de

Elément	Titre	
		<p>l'Emetteur peuvent être moins élevés que prévu, et le montant nominal remboursé des Obligations peut être inférieur au prix d'achat des Obligations payé par le Porteur. En conséquence, le Porteur peut ne pas recevoir le montant total du capital investi. De plus, les investisseurs qui choisissent de réinvestir les sommes qu'ils reçoivent au titre d'un remboursement anticipé risquent de ne pouvoir le faire que dans des titres ayant un rendement inférieur aux Obligations remboursées.</p>
		<p>2. Risques juridiques</p> <ul style="list-style-type: none"> • Risques liés aux conflits d'intérêts potentiels entre l'Emetteur, l'Agent de Calcul ou leurs filiales respectives et les porteurs d'Obligations <p>Certaines activités de l'Emetteur, de l'Agent de Calcul et de l'une de leurs filiales et sociétés liées respectives peuvent présenter certains risques de conflits d'intérêts qui peuvent avoir un impact négatif sur la valeur de ces Obligations.</p> <p>L'Agent de Calcul peut être une filiale ou une société liée de l'Emetteur et en conséquence, des conflits d'intérêts potentiels pourraient exister entre l'Agent de Calcul et les Porteurs, y compris au regard de certaines déterminations et certaines décisions que l'Agent de Calcul doit effectuer, y compris si un Evènement Perturbateur de Marché, un Evènement Perturbateur de Règlement ou un Evènement de Crédit (chacun, tel que défini ci-dessous) s'est produit.</p> <p>De plus, la distribution des Obligations pourra se faire par l'intermédiaire d'établissements chargés de recueillir les demandes d'achat des investisseurs, et ces intermédiaires, le cas échéant, peuvent être liés à l'Emetteur ou au groupe BPCE. Ainsi au cours de la période de commercialisation, certains conflits d'intérêts peuvent survenir entre les intérêts des distributeurs, de l'Emetteur et/ou du groupe BPCE et ceux des porteurs d'Obligations.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Risques liés à la fiscalité <p>Les acheteurs et vendeurs potentiels des Obligations doivent garder à l'esprit qu'ils peuvent être tenus de payer des impôts et autres taxes ou droits dans le pays où les Obligations sont transférées ou dans d'autres pays. Dans certains pays, aucune position officielle des autorités fiscales et aucune décision judiciaire n'est disponible s'agissant d'instruments financiers tels que les Obligations.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Risques liés à un changement législatif <p>Les Obligations sont régies par le droit français en</p>

Elément	Titre	
		<p>vigueur à la date du Prospectus de Base. Aucune assurance ne peut être donnée quant aux conséquences d'une décision de justice ou d'une modification de la législation ou des pratiques administratives postérieures à la date du Prospectus de Base.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Risques liés à une modification des modalités des Obligations <p>Les Porteurs non présents et non représentés lors d'une Assemblée Générale pourront se trouver liés par le vote des Porteurs présents ou représentés même s'ils sont en désaccord avec ce vote.</p>
		<ul style="list-style-type: none"> • Risques liés au droit français des procédures collectives <p>Conformément au droit français des procédures collectives, les créanciers titulaires d'obligations sont automatiquement groupés en une assemblée unique de créanciers pour la défense de leurs intérêts communs pour toute procédure de sauvegarde, procédure de sauvegarde financière accélérée ou procédure de redressement judiciaire qui serait ouverte en France concernant Natixis en qualité d'Emetteur.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Risques liés à l'exposition au sous-jacent <p>Les Obligations Indexées Titres de Capital (action unique) confèrent une exposition à une action unique (appelé Sous-Jacent). Une telle Obligation peut comporter un risque similaire ou supérieur (notamment en cas d'effet de levier) à un investissement direct dans le Sous-Jacent.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Risques spécifiques liés à la nature du Sous-jacent
		<p>Le Sous-Jacent comporte des risques qui lui sont propres et qui peuvent exposer le porteur de ces Obligations à une perte partielle ou totale de son investissement. Ainsi par exemple, cette Obligation pourra voir son rendement ou son montant de remboursement fluctuer en fonction de l'évolution du cours ou prix de ce Sous-Jacent. Ces risques spécifiques peuvent en outre être liés à un événement extraordinaire affectant ce Sous-Jacent. Les investisseurs doivent comprendre les risques susceptibles d'affecter le Sous-Jacent avant d'investir dans cette Obligation.</p>

Élément	Titre	
D.6	Informations de base sur les facteurs significatifs permettant de déterminer les risques associés aux Obligations Indexées	<p>Merci de vous reporter également à la section D.3 ci-dessus.</p> <p>Avertissement : dans certaines circonstances, les porteurs d'Obligations peuvent perdre toute ou partie de la valeur de leur investissement.</p>

Section E – Offre

Élément	Titre	
E.2b	Raisons de l'offre et utilisation du produit de l'Offre	Le produit net de l'émission des Obligations sera utilisé par l'Emetteur pour les besoins généraux de l'Emetteur.
E.3	Modalités de l'offre	Sans objet, les Obligations ne font pas l'objet d'une offre au public.
E.4	Intérêts, y compris conflictuels, pouvant influencer sensiblement l'émission/l'offre	Sauf pour les commissions versées aux intermédiaires financiers d'un montant maximum de 0,50%, à la connaissance de l'Emetteur, aucune personne participant à l'émission n'y a d'intérêt significatif.
E.7	Estimation des dépenses mises à la charge de l'investisseur par l'Emetteur ou l'offreur	Sans objet, aucune dépense ne sera mise à la charge de l'investisseur.